

***abc* Burkina n° 144**

Le Forum des peuples de Fana et la souveraineté alimentaire

Le dernier Forum des Peuples s'est tenu à Fana (au Mali) du 6 au 9 juillet 2005. Il y avait plus de 1 000 participants (dont environ 500 agriculteurs ou éleveurs). Il s'est ouvert avec un symposium sur le thème : "Quel avenir pour l'Afrique ? Enjeux et perspectives.

Il y eut de nombreux ateliers (une trentaine). Les principaux thèmes abordés ont

20.07.2005

été la remise de la dette (avec le "Tribunal de la dette"), les services, l'agriculture avec des ateliers sur la question foncière, le coton, la souveraineté alimentaire, les accords commerciaux (à l'OMC, mais aussi entre l'Europe et les pays ACP)...

Le Forum des Peuples a maintenant son site Web (<http://www.forumdespeuples.org>). Nous vous invitons à aller y faire un tour.

Voici, ci-dessous, les recommandations qui ont été faites à l'issue des ateliers auxquels j'ai pu participer. Je les ai regroupés sous le titre de la souveraineté alimentaire.

Souveraineté alimentaire

a) Nous refusons de devenir la poubelle du monde.

Nous demandons des règles internationales justes en faveur d'un commerce équitable. Nous pensons que « le droit de maintenir, de protéger et de développer notre capacité alimentaire, en respectant la diversité de nos produits et de nos cultures, et sans nuire à la souveraineté alimentaire des autres pays » devrait être reconnu par la communauté internationale.

C'est ce droit, pour chaque pays ou union de pays, que nous appelons le droit de souveraineté alimentaire."

b) Nous pensons que l'adoption de la politique agricole de la CEDEAO (appelée ECOWAP) est un pas dans la bonne direction. En effet, elle se place résolument dans la perspective de la souveraineté alimentaire.

Cependant, nous pensons que cette politique est gravement menacée par le tarif extérieur commun (TEC) que la CEDEAO s'apprête à adopter. En effet, la CEDEAO se prépare à adopter le TEC très libéral de l'UEMOA. Ce TEC ne permet pas d'appliquer la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP).

c) Nous devons faire pression sur nos parlementaires et nos négociateurs, pour que nos chefs d'états et nos ministres ne signent aucun accord qui soit en contradiction avec l'ECOWAP et la souveraineté alimentaire qu'il nous faut absolument préserver. Nous pensons que la CEDEAO devrait exercer son droit de souveraineté alimentaire, - dès maintenant - sur les produits

les plus sensibles (le riz, le lait, la viande : boeuf, volaille, et les huiles alimentaires...).

Ces produits pourraient être retirés du TEC, et protégés par des taxes à l'importation - suffisamment conséquentes - et variables en fonction du marché mondiale.

d) La FAO n'est pas à l'écoute des agriculteurs et des éleveurs de nos pays. Par ailleurs, son existence même semble menacée. Nous allons entamer une réflexion dans nos organisations pour voir s'il est possible de sauver la FAO en impliquant « de jure » (de droit), les paysans et les éleveurs dans l'organisation même de la FAO et en faisant en sorte que la FAO s'engage résolument sur le chemin de la souveraineté alimentaire.

Fana, le 8 juillet 2005

P-S: Pour ceux qui voudrait commencer dès maintenant une réflexion sur la FAO, nous vous recommandons la lecture du livre de Mahamadou Maïga:

... Et demain la FAO à l'écoute des peuples paysans et fermiers (aux éditions de l'Harmattan).